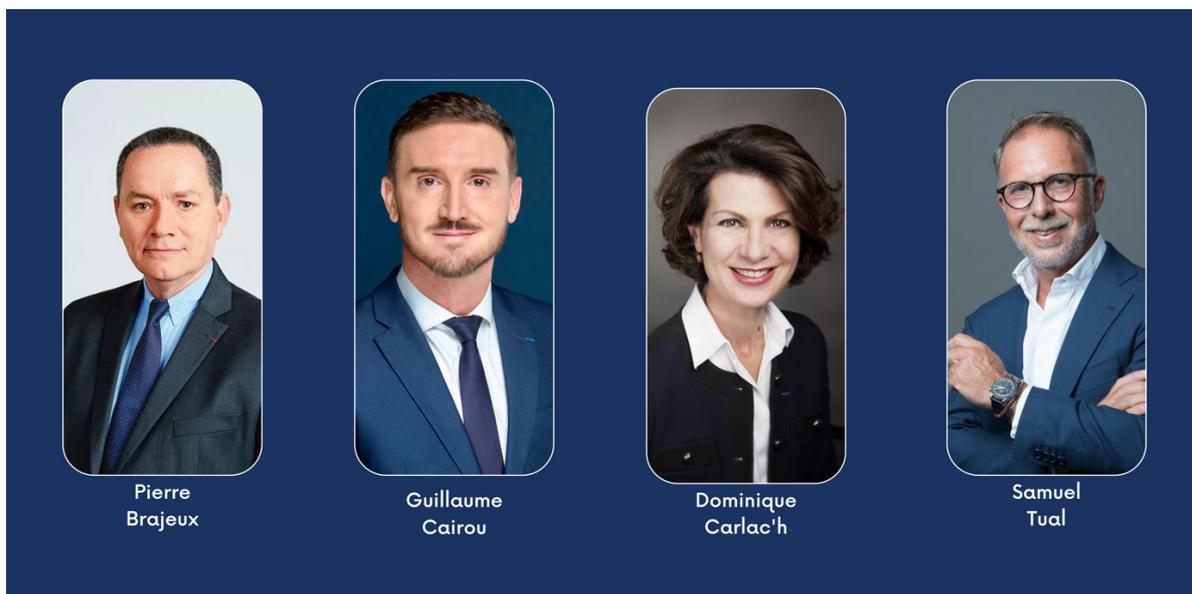


LE GRAND DÉBAT D'ETHIC DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTENCE DU MEDEF

Les petits-déjeuners débats d'ETHIC



Pierre
Brajeux

Guillaume
Cairou

Dominique
Carlac'h

Samuel
Tual

NOS PARTENAIRES



Propos introductifs de Sophie de Menthon :

Assez d'un État qui vient gérer nos entreprises à coup de lois et décrets subis.
Assez de n'avoir à la table des négociations que les mouvements patronaux dits représentatifs, alors que les autres mouvements ne sont pas consultés, ou si peu. (Nous devons néanmoins saluer le fait que Geoffroy Roux de Bézieux invitait à déjeuner tous les mois les autres mouvements)
Assez d'un MEDEF de continuité : nous voulons un MEDEF de combat, qui défende vraiment les entreprises auprès du Gouvernement, qui soit moins « coopératif » et qui passe à l'action. **Il faut inverser le rapport de force** : les entreprises sont le socle de notre pays et elle méritent de constituer une sorte de **démocratie économique** écoutée (3 900 000 entreprises).

Définitions courtes des candidats sur leur vision du MEDEF

Le MEDEF de **Pierre Brajeux** devra être un MEDEF de conviction et d'action, plus offensif. Il faut « proposer avant d'être imposé, être écouté et respecté avant d'être aimé. C'est un MEDEF qui redonne confiance aux entreprises mais aussi aux salariés. »

Le MEDEF de **Guillaume Cairou** est un MEDEF de la diversité, de l'inclusivité. C'est un MEDEF qui « ose, rassemble, et protège ». Le patronat n'est pas honteux, il peut être social, et doit être accessible à tous. C'est un MEDEF conquérant qui n'attend pas l'aval de l'Etat.

Le MEDEF de **Dominique Carlac'h**, est un MEDEF positif et de pédagogie. C'est un MEDEF à la fois dans la continuité mais surtout dans l'évolution : il faut « un MEDEF de son temps », face à la perte de compétitivité de la France à l'échelle mondiale. **Elle s'engage, face à une inter-syndicale, à créer une inter-patronale.**

Le MEDEF de **Patrick Martin**, représenté lors de ce débat par **Samuel Tual**, déclare être un MEDEF « ambitieux et engagé pour la croissance et le dialogue social ». C'est un MEDEF simplificateur, conscient des enjeux d'une croissance responsable vis-à-vis de l'emploi, qui doit créer les richesses dont nous avons besoin, et qui est dans la continuité.

Les réactions des chefs d'entreprise présents

Question de Loïk Le Floch Prigent - LLFP, Président de la Commission Industrie d'ETHIC

Q : Comment augmenter les salaires avec autant de charges ? Sur la réforme des retraites, le MEDEF la soutient mais les patrons ne sont pas consultés... Que faisiez-vous dans ces débats ? Que fait le MEDEF pour l'industrie ? Le Gouvernement fait du plastic bashing et impose des normes alors même que la plasturgie française est la deuxième plus importante d'Europe.

RÉPONSES

Dominique Carlac'h :

R : Il faut installer le sujet du travail et de la productivité au cœur des débats. Pour pouvoir créer de la valeur, il faut de la production, de la flexibilité et de la simplification. Pour notre productivité industrielle, le coût du travail de l'ingénierie française est trop élevé, il faut alléger les charges des salaires intermédiaires.

Pierre Brajeux :

R : Effectivement, dans le contexte de la réforme des retraites, où était le MEDEF ? Ce sont les entreprises qui vont payer pour cette réforme. Les chefs d'entreprise ont des idées, mais le logiciel ne change pas au sein du MEDEF, il doit être plus offensif. Le Gouvernement ne doit pas se mêler des salaires !

Guillaume Cairou :

R : Il ne faut plus d'un patronat honteux, il faut un patronat uni et agile. On gère le MEDEF comme une administration, il devrait être géré comme une entreprise.

Samuel Tual :

R : Pour être compétitifs en France, le coût du travail doit être ajusté, il faut rendre possible le contexte des augmentations. Sur la réforme des retraites, le MEDEF a soutenu sur le fond, pas sur la forme.

Triple question de :

- Paul Andreo - Secrétaire Général de la Fédération Nationale de l'Enseignement Privé

Q : L'enseignement privé souffre des attaques du secteur public, alors qu'il fait énormément notamment pour l'apprentissage et pour l'économie de la connaissance. Quelle est votre position ? Quelles sont les enjeux pour le MEDEF en matière d'éducation ?

- Christophe Doukhy de Boissoudy - General Manager de Novamont

Q : Il y a beaucoup d'innovations dans la plasturgie, un secteur extrêmement attaqué par l'Etat. Comment mettre en œuvre l'innovation en France, alors qu'elle se fait déjà en Chine ou aux Etats-Unis ?

- Benoit Durand-Tisnès - Président de France Transition

Q : Quel est la position des candidats par rapport aux nouvelles formes de travail ?

RÉPONSES

Samuel Tual :

R : Les établissements d'enseignement privés ont un rôle très important dans la formation, peu d'écoles forment des élèves « prêts à l'emploi ». Il faut bien sûr ajouter les questions de mobilité et de logement à celle de la formation.

Sur les nouvelles formes d'emplois, elles apportent de la flexibilité, mais nous avons une vraie interrogation sur l'auto-entreprise : on a souvent à faire avec du cumul d'activité. Nous avons besoin d'un meilleur statut.

Sur la plasturgie, il y a trop de contraintes et de normes, on constate une inflation des normes et des contraintes européennes.

"Il existe une inter-syndicale, il faut créer une inter-patronale"

Dominique Carlac'h

Dominique Carlac'h :

R : Nous devons reprendre le leadership culturel, il n'y a pas assez de maths, d'ingénieurs, pas assez de micro-économie à l'école. Il faut éduquer les familles et les enfants à la création de valeur. Sur la plasturgie, il faut des mesures concrètes de meilleure régulation stratégique. On doit se donner les moyens : quand Kennedy disait à ses ingénieurs de faire des fusées pour aller sur la lune, tout le complexe industriel et scientifique se mobilisait, on se donnait les moyens. Sur la reconversion, c'est l'angle mort du marché du travail. Il y a des besoins colossaux, il faut surtout travailler sur l'intergénérationnel.

Pierre Brajeux :

R : Il y a trois piliers : la simplification, la valeur du travail et la compétitivité (qui va de paire avec la fiscalité). Il est nécessaire d'avoir une vision offensive vis-à-vis du rapport au travail : le MEDEF ne doit plus laisser le monopole de la parole aux syndicats qui sont objectivement plus efficaces. Nous n'avons pas d'industrie forte, il faut gagner la bataille de l'opinion publique, car cela représente un problème stratégique pour notre pays.

Guillaume Cairou :

R : Toute notre économie est à réinventer. Ce sont les entreprises qui financent notre système social qui est unique au monde. Nous devons revoir notre façon d'enseigner, de former, nous devons tendre à plus d'horizontalité.

Question de Franck Boehly – Président du Conseil National du Cuir

Q : *Comment le MEDEF se positionne-t-il sur la transition écologique ?*

Comment le MEDEF va-t-il se structurer pour engager un dialogue social qui débouche sur des résultats ?

Le commerce est l'équivalent en France de l'industrie, comment le MEDEF va-t-il défendre ce secteur essentiel de l'économie ?

RÉPONSES

Dominique Carlac'h :

R : L'Etat ne parle plus de transition écologique mais de normes et de réglementations. A nous de leur parler de transition écologique, et à nous de demander des contreparties à l'Etat. Il ne faut pas de conditionnalité des règles : nous devons inverser le rapport de force.

Pour le dialogue social, la nouvelle doctrine est qu'à chaque négociation, on évite de nouvelles normes et réglementations, et négocions un cadre.

Pour le commerce, nous devons viser plus d'horizontalité, et solliciter notre Commission Consommation au MEDEF.

Guillaume Cairou :

R : Il y a **370 sources d'aides** pour l'accompagnement des TPE/PME à la transition écologique, c'est trop complexe. Il y a un réel besoin de simplification. La transition écologique peut créer 500 000 emplois, et nous devons mettre l'accent sur les métiers de la main, les remettre au cœur de la formation et de l'économie.

Samuel Tual :

R : Le représentant de Patrick Martin acquiesce avec ce qui a été dit précédemment. L'enjeu est de reclarifier la méthode du dialogue social. Le Gouvernement doit arrêter de donner des lettres de cadrage restreintes.

Pierre Brajeux :

R : La transition écologique est un enjeu crucial, mais ce ne doit pas être une écologie punitive. Ne nous sabordons pas, nos concurrents chinois ne le feront pas...

Sur le dialogue social, le MEDEF doit s'abstenir d'être conciliant, et doit faire comprendre les enjeux qui le concernent.

Question de Florence Ribes - Fondatrice de IRIS Financing

Q : *Il n'y a pas de différences idéologiques majeures entre vous, comment comptez vous travailler ensemble ?*

RÉPONSES

R : Les candidats rappellent qu'ils font tous partie de la même famille politique, que tous les organes du MEDEF sont complémentaires, et que le Président devra être celui qui incarne la plus grande légitimité aux yeux des membres.

Question de Didier Riahi - Président de Juste à Temps

Q : *Le MEDEF, comme les gens présents pour assister à ce débat, ne ressemblent pas du tout à la réalité des entrepreneurs.*

Le MEDEF n'est pas représentatif du tissu entrepreneurial, il représente l'ancien patronat, en chemise et cravate.

Les start-uppers d'aujourd'hui ne s'y reconnaissent pas, non seulement dans l'attitude, mais aussi dans les idées.

RÉPONSES

R : **Dominique Carlac'h** "et pourquoi pas les rencontres du MEDEF sur un stade de foot pendant qu'on y nous y sommes !"

Sophie de Menthon rappelle que **Didier Riahi** est un adhérent d'ETHIC, se sent visée, et retire sa veste ! (la salle rit)

Dominique Carlac'h renchérit en rappelant que les Balenciaga des start-uppers coûtent 1000 euros. Représentatif ?

**Question d'Antoine Mauss - Directeur Général de VINK-France**

Q : *Le système électoral du MEDEF n'est pas démocratique, bien trop dans l'entre-soi et verrouillé. Ce n'est pas du tout pertinent dans cette période évolutive.*

RÉPONSES

R : Les candidats acquiescent : en effet, le système électoral n'est pas législatif, mais bien sénatorial, avec un collège d'électeurs, à l'image du Sénat. Cependant, un vote au sein du MEDEF initie une refonte de ce système, pour l'ouvrir d'avantage et élargir le nombre de votants, expliquent les candidats et leurs représentants.

Notre prochaine manifestation

ethic

Entreprises de Taille
Humaine Indépendantes
et de Croissance

COLLOQUE ETHIC EN PARTENARIAT AVEC :

Webradios
Editions

LE MERCREDI 13 SEPTEMBRE 2023

GRANDES ENTREPRISES : PRÉDATRICES OU BIENFAITRICES DE L'ENVIRONNEMENT ?

Table ronde 1 - Peur du modèle économique ?

Table ronde 2 - Greenwashing ou implication sincère ?